

le monde libertaire

Hebdomadaire de la FÉDÉRATION ANARCHISTE
adhérente à l'Internationale des Fédérations anarchistes



10 janvier 2000

10 FF
1,52 €

15 janvier 2000, une manifestation nationale Avortement, contraception libres et gratuits

L'AN 2000 DÉBUTE PAR une manifestation, « Les Femmes prennent la Bastille », à l'image de l'année 1999 qui s'est achevée par une série de manifestations, expressions du mouvement social et citoyen. Ces manifestations à répétition, qui se sont égrenées tout au long du dernier trimestre, ont été encadrées par la gauche plurielle. Un premier rendez-vous a été donné le 16 octobre, suivi d'un autre le 11 décembre; initialement seul à y appeler, le PCF a très vite été rejoint par les composantes de la gauche plurielle institutionnelles, puis des autres: LCR, LO... syndicats et associations. Ces manifestations « pour l'emploi » sont restées des soutiens plus ou moins critiques au gouvernement. En effet, les uns nous exhortaient à soutenir le gouvernement dans ses lois (35 heures, etc.), les autres à exiger de vraies lois en la matière, une vraie politique de gauche. Ceux qui sont au gouvernement tentent ainsi de faire oublier à bon compte leur responsabilité; quant aux autres qui se cantonnent à quémander un arbitrage de l'État, ils occultent le fait que celui-ci est au service de la logique capitaliste. Ils cherchent à canaliser, par ce biais, des luttes et une volonté d'en découdre avec le libéralisme. D'ailleurs, ils ont été les premiers surpris par la mobilisation anti-OMC à Seattle contestant le capitalisme et les États qui l'organisent à l'échelle mondiale.

Une occasion manquée... non un acte manqué!

La manifestation du 15 janvier ne déroge pas à cette logique. À l'origine, il s'agissait de défendre le droit à l'interruption volontaire de grossesse à l'occasion des 25 ans de la loi Veil, de faire pression sur le gouvernement afin qu'il s'engage sur le rapport Nisand (5 000

femmes contraintes à avorter à l'étranger parce que hors délais). Cette manifestation a pris un tout autre tour. En effet, plus les organisations impliquées se faisaient nombreuses plus les objectifs devenaient consensuels. Cinq thèmes ont été dégagés, chers à la gauche plurielle: liberté, autonomie, dignité, égalité, solidarité. Nous découvrons ainsi que l'égalité passe par une loi sur la parité politique, à croire qu'une politique capitaliste menée par des députées et des ministres femmes est différente de celle menée par leurs collègues masculins.

Il n'est pas question, pour elle, de remettre en cause l'ordre établi, le capitalisme et le patriarcat qui expliquent l'oppression spécifique que subissent les femmes.

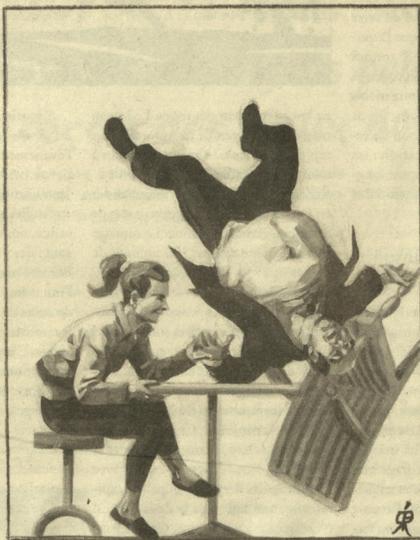
Quelle lutte mener?

Pourtant le 15 janvier 2000 aurait pu être une belle occasion. La loi Veil a été arrachée par un mouvement social dont les femmes furent le moteur. Cette loi est plus qu'insuffisante de, même que l'accès à la contraception. Suite aux

publications des rapports Nisand (un état des lieux de la loi Veil) et Uzan (sur les grossesses précoces) et au lancement de la campagne gouvernementale sur la contraception la situation est favorable pour mener une lutte sur ce terrain. Il est nécessaire de créer un vrai rapport de force afin d'imposer au gouvernement, à la droite et aux intégristes religieux une information permanente sur la sexualité, la contraception et l'avortement, l'abrogation de la loi 1920, le retrait des conditions d'âge, de nationalité, de délais, etc. qui restreignent l'accès à l'IVG. Il faut que toute femme trouve une solution lui permettant de satisfaire ses choix de vie. Ce combat pour l'autonomie des femmes se double d'une lutte anticapitaliste: gratuité des contraceptifs, moyens pour les hôpitaux publics et personnel médical en fonction des besoins des femmes et de la population et non de la rentabilité.

Ce 15 janvier aurait pu être le moment d'une mobilisation forte pour avancer sur ces revendications. Dans ce pays, toutes les femmes n'ont pas la libre disposition de leur corps et leurs situations économiques et sociales restent un déterminant majeur. Cependant, cette mobilisation est à portée de mains; dans nombre de villes, des collectifs unitaires restent présents sur le terrain de l'avortement et de la contraception, conscients que l'essentiel n'est pas acquis. Pour nous, ces luttes au quotidien sont essentielles, elles participent à l'édification du mouvement social qui veut un autre présent.

Anne et Danielle groupe Lucia
Saornil (Villeurbanne)



lins! La plus grande surprise vient du thème Liberté, centré sur l'IVG et la contraception: l'abrogation de la loi de 1920 qui criminalise l'avortement n'est même pas retenue!

Cette manifestation, donnée aujourd'hui comme un premier temps de la marche mondiale des femmes, est une récupération des revendications et des luttes des femmes. Une excellente occasion pour la gauche plurielle de rappeler à l'opinion publique qu'elle se soucie beaucoup du sort des femmes, alors qu'il ne s'agit ni plus ni moins que d'une intégration toujours plus poussée des femmes, au même titre que les lesbiennes et les gays avec le PACS. En effet, la gauche plurielle aux commandes étatiques et notamment sa principale composante, le PS, modernise les structures sociales (famille, école, parité...) afin de satisfaire les aspirations de son électeurat, en particulier les classes moyennes.

• Transports maritime :
• pollutions programmées
page 2

• Italie : l'Église détourne
le 1^{er} Mai

page 6

• Russie : bateau ivre
à la dérive

page 5

EDITORIAL

La gestion paritaire des organismes qui s'occupent des retraites, de la sécurité sociale et des caisses du chômage a du plomb dans l'aile. Les patrons aimeraient bien se partager ce gâteau de 2200 milliards qui leur échappe en partie. Ils attaquent donc sur tous les fronts, en fustigeant le trou de la sécurité sociale, en jouant les prophètes de mauvais augure sur l'avenir des retraites aidés en cela par l'action gouvernementale. Avec notamment le rapport Charpin qui préconise 42,5 ans de cotisation se basant sur une analyse économique et démographique plus que contestable. Quand on veut tuer son chien, c'est bien connu, on dit qu'il a la rage. Tout l'arsenal idéologique déployé pour aboutir à une gestion libérale de la protection sociale ne semble pas suffire pour convaincre les salariés de confier leur retraite aux aléas de la bourse, et la sécurité sociale à des compagnies d'assurance.

Le rapport de l'IGAS (inspection générale des affaires sociales) qui pointe les dérives de la gestion du CRI (caisse de retraite interentreprises) tombe à pic pour en rajouter une couche contre le système de retraite par répartition. En effet les cotisants auront sans doute à cœur d'éradiquer la corruption dont ils font les frais au profit des patrons et de permanents syndicaux qui se sont payés grassement sur leur dos, alors même qu'ils voyaient certaines de leurs prestations diminuer.

Le terrain est donc prêt pour le MEDEF qui le 18 janvier prochain pourrait annoncer la fin de sa participation à la gestion paritaire. Mais ne nous y trompons pas, lorsque Ernest-Antoine Seillière s'attaque à « l'étatisation de la protection sociale » et à « la nationalisation du dialogue sociale », il veut surtout éviter que l'État vienne jouer les empêchements de profiter en rond. Surtout il remarque que l'État emploie un quart des effectifs salariés qui cumulent les trois quarts des conflits sociaux. Ce n'est donc pas l'État que veulent abolir les libéraux du MEDEF mais les mouvements sociaux.

Les anarchistes savaient déjà qu'on ne peut pas faire confiance aux directions syndicales bureaucratiques qui ont montré à maintes reprises qu'elles étaient prêtes à s'entendre avec les patrons pour conserver leur pouvoir au détriment des salariés. Le développement du petit actionariat que l'on présente comme incontournable n'est pas non plus fait pour nous rassurer puisque particulièrement inégalitaire. Reste aux salariés à se réapproprier la gestion solidaire des fonds sociaux, seule garantie pour eux face aux prédateurs de toute catégorie.

ISSN 0026-9433 - N° 1188

M 2137 - 1188 - 10,00 F



FOP 25 20

Erika : un naufrage de complaisance

LE PÉTROLIER ERIKA QUI A sombré au large de Belle-Ile est un exemple de pavillon de complaisance et des « progrès » que nous promet le capitalisme. Son propriétaire est italien, il est enregistré à Malte, son équipage est indien et sa cargaison appartient au groupe français Totalina qui a affrété cette pouille navigante pour convoyer du fuel lourd de Dunkerque vers l'Italie. L'Erika est un bateau vieux de 25 ans, qui a changé huit fois de nom et trois fois de pavillon, passant ainsi d'un enregistrement à Panama, puis à Chypre avant de finir à Malte. Il devait finir, selon armateur, à la casse l'année prochaine. Au sortir du « rail » qu'est devenue la Manche, le navire coule en laissant échapper une nappe de pétrole de plusieurs dizaines de milliers de tonnes, simplement parce que l'affrètement économique près du tiers du coût du transport en réduisant les coûts de maintenance des navires.

Pavillons de complaisance

Cette économie est rendue possible par une astuce, parfaitement légale dans le monde merveilleux du capitalisme : les pavillons de complaisance. Ces navires représentent 60 % de la flotte mondiale. Ils abordent le pavillon d'un pays, autre que celui de propriété, et où le libéralisme règne sans entraves. Les premières flottes de commerce mondiale sont celles du Liberia, du Panama, des Bahamas, de Chypre, Singapour, Malte... Véritables paradis fiscaux maritimes qui offrent des frais d'immatriculation minimes, une imposition faible et des réglementations de sécurité et sociale réduite. Marins philippins, indiens, malais ou birmanes, depuis longtemps, polonais ou russes depuis les années 1990, fournissent le gros des équipages, la plupart du temps sans contrat de travail.

Les gens de mer employés sur les navires battant pavillon de complaisance sont privés de leurs droits humains et syndicaux fondamentaux. Les registres de complaisance n'appliquent bien entendu pas les règles sociales minimales et s'ils le faisaient les armateurs iraient voir plus loin, sur un autre île de la mondialisation. La main-d'œuvre à bord est invisible et il est bien difficile de savoir vraiment ce qui se passe. Plus exactement, tout le monde sait, mais personne

ne veut voir : salaires dérisoires, longues périodes de travail sans repos, peu ou pas de permissions à terre, suivi médical insuffisant, marins abandonnés dans des ports lointains qui doivent se débrouiller seuls. Les consignes de sécurité mal respectées et des navires peu sûrs font du métier de marin la profession la plus dangereuse de toutes. On évalue le nombre de morts en mer à 2000 par an. Les accidents sont nombreux (chute dans les écoutilles, membres sectionnés, brûlures etc.) sans que cela semble préoccuper les propriétaires qui n'ont comme souci que le retard que pourraient prendre les livraisons.

Bien entendu les sinistres sont plus nombreux sur les pavillons de complaisance. En 1997, la moitié des pertes en tonnage étaient attribuées à seulement 8 des 27 pavillons de complaisance. Ce n'est pas par abus de langage que les marins les appellent « cercueils flottants ». Les navires les plus anciens et les moins bien entretenus sont les plus dangereux : 80 % des catastrophes en mer concernent des navires âgés de plus de 15 ans. Or, aussi aberrant que cela puisse paraître, la prime d'assurance d'un rafiot de 25 ans comme l'Erika n'est pas plus élevée que celle d'un navire neuf, muni d'une double coque obligatoire depuis 1994. Cela montre sans aucun doute la collusion des assureurs dans un système véritablement criminel. D'ailleurs, le contrôle technique obligatoire tous les 5 ans, est le plus souvent effectué sur papier, c'est-à-dire pas du tout. Les sociétés de classification qui ont en charge ce travail sont financées par les armateurs.

Le système de la complaisance est parfaitement organisé. Il est l'équivalent pour le transport de ce que sont les paradis fiscaux pour la finance internationale. Le système capitaliste génère et organise en effet sa propre « illégalité ». Les textes réglementaires, les négociations après pour aboutir à des compromis, les tentatives de réguler le capitalisme, les fadaïses sur l'Europe sociale (et demain le monde), sont tournées en permanence par ce système de rechange qui fait de l'économie officielle une annexe de cette économie opaque qui fait le lien entre le capitalisme et la criminalité internationale. L'OMI, Organisation Maritime Internationale, est l'agence spécialisée des Nations Unies qui définit les règles d'utilisation des mers du monde entier pour la naviga-

tion. Il ne s'agit bien sûr que d'un parent, parfaitement inefficace. La représentation à l'OMI est liée au tonnage de la flotte commerciale ; le Panama est donc le pays qui possède le plus de représentants. Les dirigeants de ce pays n'ayant d'autres préoccupations concernant la gestion de l'espace maritime que les pots de vin qu'elle procure, ils envoient des cabinets d'avocats américains pour les représenter. Pas besoin d'être expert pour comprendre que l'intérêt général qu'était censée représenter cette assemblée de pays est dans les faits l'intérêt particulier des multinationales qui exploitent les pavillons de complaisance.

Il serait tout à fait illusoire d'opposer les pays du Sud pauvre qui fourniraient les pavillons de complaisance et ceux du Nord développé qui appliquerait un semblant de réglementation sociale. En effet, les pays développés ont depuis longtemps développés leurs propres pavillons de complaisances, appelés pavillons bis. En France, par exemple, le pavillon national intègre cinq registres particuliers : le pavillon métropolitain mais aussi les pavillons des Kerguelen, de Papetee, de Nouméa et de Wallis-et-Futuna. Les Kerguelen, îles presque inhabitées des mers australes, font officiellement office de pavillon de complaisance pour la France depuis 1996. Le capitaine et le second doivent être de nationalité française ainsi que 35 % de l'équipage, pour le reste les filières négrères habituelles fonctionnent. Cela n'empêche pas les armateurs de crier qu'on les assassine au motif que l'équipage d'un pétrolier de 45000 tonnes battant pavillon des Kerguelen revient à 7 millions de francs par an contre moins de 6 pour un pavillon tiers. Nous sommes ici dans le laboratoire du libéralisme et de la déréglementation ; les patrons ont laissé tomber depuis longtemps les cache-sexe du progrès social et de l'intérêt général.

Toujours plus de transport maritime

Le transport maritime est ainsi quasi-absent de nos préoccupations quotidiennes : pas d'embouteillages de porte-conteneurs, pas de bouchons causés par la grève des équipages qui naviguent sous pavillons de complaisance, pas de prises de pétrolier en otage. Il est discret, presque invisible entre deux marées noires, et traîne dans son sillage une image plutôt vieillotte de grosses coques un peu rouillées à l'heure où l'avenir semble s'appeler transport aérien ou ferroviaire. Difficile de voir dans les poubelles qui naviguent, difficilement maintenues à flot par des équipages dépareillés et mal payés, le fer de lance de la modernité capitaliste. Pas facile non plus de mettre sur le même plan la conférence de l'OMC à Seattle et le naufrage de l'Erika au large des côtes bretonnes. Pourtant c'est bien de la même logique qu'il s'agit. La prépondérance du transport par mer est écrasante dans les échanges internationaux. Le

bateau est bien sur le plus puissant des moyens de transport avec des charges de 100 000 tonnes couramment et parfois plus de 300 000 tonnes.

Il est aussi le moins cher : une tonne de minerais de fer traverse l'Atlantique pour le prix d'une course en taxis entre deux gares parisiennes. On comprend mieux ainsi pourquoi et il est ainsi plus économique d'importer les minerais qui alimente la sidérurgie française du Brésil ou d'Australie plutôt que de le produire en Lorraine et pourquoi les usines tournaient à plein régime dans la zone portuaire de Dunkerque alors même qu'elles fermaient à quelques centaines

de navires s'est accrue et sont nés des types nouveaux de bateaux qui accroissent largement la productivité et la rentabilité du transport maritime. Ce sont en général des navires spécialisés qui remplacent les cargos généralistes des années 1950 : pour le vrac (pétroliers, minéraliers, etc.) et pour les divers (porte-conteneurs). Surtout, l'augmentation du transport maritime est liée à la croissance des flottes dans les pays en développement que la mondialisation, la baisse vertigineuse des droits de douanes et la déréglementation généralisée ont eu vite fait de transformer en pavillons de complaisance.



de km à l'intérieur des terres. Le bateau est enfin le moyen de transport le plus rapide pour les très grandes masses à transporter comme le pétrole.

L'expansion des flottes marchandes est l'un des phénomènes marquants de l'économie contemporaine. Le tonnage global ne dépassait pas 100 millions de tonnes en 1955, il est aujourd'hui à 500 millions de tonnes. La recherche effrénée du trajet le plus économique concentre le trafic des navires sur quelques routes, Atlantique Nord, contournement de l'Afrique, et surtout dans les passages obligés que constituent les détroits (comme celui du Pas de Calais, 600 navires par jours). Ces routes relient des ports, souvent associés en façades maritimes, coïncidant elles-mêmes avec les principales îles de l'archipel du capitalisme mondial : façade de la mer du Nord, façade japonaise etc. Cette expansion est liée à deux phénomènes qui s'alimentent l'un l'autre. D'abord la taille

A partir de là, tous les discours plus ou moins indignés, mais surtout liés à l'événement, qui nous promettent une baisse (voir dans le cas de l'hypocrite Jean Claude Gaysot une suppression) de l'utilisation des pavillons de complaisance, sont à prendre pour ce qu'ils sont : des propos malhonnêtes. Aucun homme ni aucune femme politique n'a l'intention de s'attaquer à une des clés de voûte du système capitaliste, pas plus les ministres communistes que les autres. C'est plutôt le Parti communiste qui se transforme en pavillon de complaisance de la politique française. Le naufrage de l'Erika n'est pas dû à une mer forte qui, faisant couler un navire, aurait provoqué un désastre écologique ponctuel. C'est la déréglementation du capitalisme mondial qui a fait couler l'Erika et le désastre social dont ce naufrage est révélateur se poursuit tous les jours dans le monde entier.

Franck Gombaud (Rennes)

le monde **libertaire**

Rédaction-Administration : 145, rue Amelot
75011 Paris. Tél. : 01 48 05 34 08
Fax : 01 49 29 98 59

Bulletin d'abonnement

Tarif (hors série inclus)	France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois 5 n°	<input type="checkbox"/> 45 F	<input type="checkbox"/> 70 F	<input type="checkbox"/> 60 F
3 mois 13 n°	<input type="checkbox"/> 105 F	<input type="checkbox"/> 170 F	<input type="checkbox"/> 140 F
6 mois 25 n°	<input type="checkbox"/> 195 F	<input type="checkbox"/> 310 F	<input type="checkbox"/> 250 F
1 an 45 n°	<input type="checkbox"/> 350 F	<input type="checkbox"/> 530 F	<input type="checkbox"/> 400 F

Abonnement de soutien : 400 F. Abonnement étranger sous pli fermé : tarif sur demande. Pour les défunts et les chômeurs, 50 % de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

(lettres capitales)

Nom Prénom

Adresse

Code postal Ville

Pays A partir du n° (inclus).

Chèque postal Chèque bancaire

Virement postal (compte : CCP Paris 1128915 M)

Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin.

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage.

Rédaction-Administration :
145, rue Amelot, 75011 Paris
Directeur de publication : J. Toublert
Commission paritaire n°55 635
Imprimerie :
Les Informations dieppoises SA,
8, rue Claude Groulard, 76200 Dieppe.
Dépôt légal 44 145 - 1^{er} trimestre 1977
Routage 205 - La Vigie

Souscription Monde libertaire

Décembre 1999 : Groupe FA de Rouen : 300 F ; Barrière : 220 F ; Hesto : 150 F ; Jimenez A : 112 F ; Tarajet B, Thouery JM, Vitroc L, Tielemans, Rouge, Lenoir, Passicot, Mulet P, Louin MS, Vabre, Gérard, Jule, Barrachin, Floreal, Lasfargues, Guegain, Oentien, Schmitt, Lopez J, Adam JL, Wolf, Marbœuf : 50 F ; Naud C : 45 F.
Total = 1927 F.

Soutien par prélèvement automatique :

Giraud-Chevignier : 300 F ; Les amis de Pierre-Besnard : 150 F ; Thierry Benoit, Hernandez, Alepez, Zuate y Zubert D, Aumenier, Cabanettes, Perret, Peyraud, Eteghoren, Bedos, Claude, Carrière, Garcia Abadillo, Abassof, Zuate y Zuber M, Guemene, Pivert, Veloson, Deconinck, Eytard : 100 F ; Saintier : 75 F ; Maier, Hedou, Legois, Martin, Duguay : 50 F ; Cordelet : 30 F ; Pivert : 25 F ; Millot : 20 F ; Cornic : 10 F.
Total = 2860 F.

La maltraitance des vieux a de l'avenir

AUJOURD'HUI, QUAND ON entend parler des vieux, c'est souvent pour évoquer leur nombre croissant, le coût qu'ils représentent pour la société, etc. On insiste donc sur la charge qu'ils font peser sur nous en évitant soigneusement de poser les vrais problèmes du vieillissement. Depuis peu, le problème de la maltraitance des personnes âgées sort son orteil de l'ombre et on commence enfin à s'apercevoir que les conditions de vie des vieux sont trop souvent misérables.

Profit pour les uns, enfer pour les autres

Les maltraitances morales et psychologiques sont les plus fréquemment citées lorsqu'on aborde ce sujet: pressions financières, paroles dégradantes, conduites dénuées de tout respect de la personne (eh oui le vieux ou la vieille est aussi une personne!). Ainsi en institution, les toilettes ou les soins intimes sont souvent faits la porte ouverte, au regard de tout le monde, tandis qu'on n'hésite pas à mélanger plusieurs aliments pour que même manger plus vite, comme de toute façon elle n'a plus de goût ce n'est pas grave. Et ce ne sont là que des exemples.

Dans une moindre mesure, les violences physiques constituent le deuxième type de maltraitance des

personnes âgées fréquemment citée dans les médias: coups bien sûr mais aussi manipulations brutales, insuffisance des soins au corps (on ne leur coupe plus les ongles, on ne lave pas les dents...) ou alors on les laisse souffrir alors que les traitements de confort contre la douleur existent et qu'on les maîtrise de mieux en mieux. Comme si souffrir était naturel.

Mais les deux types de maltraitance que nous venons de citer ne représentent qu'une partie du problème. En effet deux autres catégories de maltraitances peuvent être soulignées. D'abord, et c'est ce qui devrait nous choquer le plus, la maltraitance sociale des vieux est celle qui fait le plus de victimes. Nous entendons par là la mise à l'écart des personnes vieillissantes, la dévalorisation encore trop souvent associée à la retraite professionnelle, les graves carences en structures d'aide aux vieux, la prégnance des représentations qui associent vieillesse et inutilité, dégradation, radotage... C'est bien le modèle social des âges qui nous imprègne tous de ces préjugés profondément mortifères.

C'est pas la coquille qui fait l'œuf!

D'autre part, la gestion actuelle de la vieillesse et de la grande vieillesse, souvent dépendante, consiste à parquer tous les vieux dans des maisons, histoire de pas trop les voir

pour pas trop avoir à penser: est-ce que moi aussi je serai comme ça? A l'heure actuelle, de plus en plus d'entreprises privées type maisons de retraite s'ouvrent, parfaitement en phase avec la conjoncture économique qui veut que tout puisse être rentable. Ainsi des groupes privés, parfois importants, font allègrement du profit sur le dos des vieux ou de leurs familles (pour ceux qui n'ont

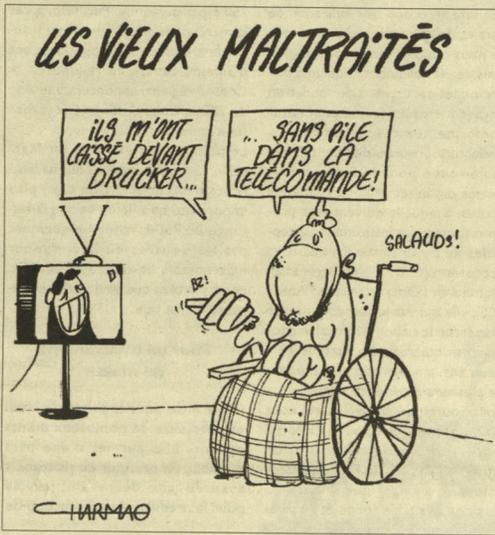
pas les moyens): tarifs mensuels rarement en dessous de 10000 F pour avoir le strict minimum, et encore! A cela s'ajoute la maltraitance infligée par l'intermédiaire des soignants, qu'on oblige à travailler dans des conditions qui dépassent tout entendement: moins de 10 minutes pour lever, doucher, habiller, coiffer, etc une personne grabataire; une demie heure pour faire manger 10

sont pas assez nombreuses pour les emmener aux toilettes lorsqu'elles le demandent. Et on conduit en parallèle les soignants à l'épuisement, à l'obligation de considérer les patients comme des objets pour éviter la culpabilité d'un soin bâclé ou reporté « au jour où j'aurai le temps ».

L'être humain n'est pas une marchandise

Pour nous, il est clair que tant que la gestion de la vieillesse sera pensée comme l'opportunité d'un marché juteux, une source de profit au même titre que des boîtes de pâtés, ces maltraitances existeront. Considérer les vieux et la vieillesse comme inutiles et encombrants, c'est quelque part légitimer ou dédramatiser toutes les violences que nous avons citées. Si on veut réellement régler le problème de la maltraitance des vieux, il faut nécessairement s'attaquer aux logiques de profit et d'exploitation et redonner à chaque âge de la vie une valeur qui ne soit pas calquée sur le parcours professionnel mais sur les capacités et les initiatives de chacun. Plus largement, il faut arrêter de considérer les malades, les vieux, les handicapés comme des objets, même s'ils sont l'objet de soin ou d'aide, mais les voir comme des sujets, avec tous les besoins que cela suppose: physiques, médicaux mais aussi culturels, psychologiques, de confort, de sécurité, de vie sociale... Toutes choses qui paraissent tellement naturelles aux adultes!

Léonore - groupe Durruti (Lyon)



personnes, impossibilité de répondre aux besoins relationnels, etc. On fabrique des personnes dépendantes en leur mettant une couche parce que les aides soignantes ne

Couverture maladie universelle La sécu à deux vitesses

DEPUIS UNE QUINZAINE DE JOURS, LES MÉDIAS nous vendent les mérites de la CMU, « avancée sociale majeure » donnant droit à la gratuité des soins pour les 5 à 6 millions de prolétaires les plus pauvres. Dès le mois de mars dernier et les suivants (cf ML 1156; 1163; suppl. 1181), nous vous avions tenus au courant des arnaques que cachait le projet de loi. Cette loi est une non-avancée pour les gens que la CMU est sensée couvrir et, plus grave, un véritable recul pour la grande majorité des travailleurs à travers la braderie de la sécurité sociale.

parture la sécurité sociale aux investisseurs privés. Seule la partie concernant les retraites avait été repoussée par la fronde ouvrière. Au pouvoir, la gauche plurielle continue de mettre en pièce la protection sociale sans état d'âme. La C.M.U. est une formidable aubaine pour les chacals que sont les assureurs privés et les gestionnaires de la mutualité française. Elle leurs permet d'accéder à la gestion de la couverture maladie de millions de personnes. Le moment venu, ils ne manqueront pas de demander plus...

La sécu à deux vitesses

La CMU est en fait la mise en place d'une sécu pour pauvres. Depuis quelques années, le principe d'équité à remplacer celui d'égalité. La mise en place de conditions de ressources, du R.M.I... consiste à cibler les destinataires des prestations qui étaient initialement dues à tous. Cette logique d'assistance s'est mise en place sous couvert de répondre à l'urgence des situations pourtant créer sciemment par les décideurs et leurs politiques économiques. Cela a également pour conséquence de stigmatiser les bénéficiaires de ces prestations aux yeux des autres travailleurs à qui ont demandé de payer toujours plus et de recevoir toujours moins. A ces principes de charité nous devons répondre par les valeurs inaliénables de l'égalité et de la solidarité.

Asphyxiés par les impayés de l'état et des patrons, la sécu a vu la qualité de ces prestations décroître au fur et à mesure de la hausse du ticket modérateur et du forfait hospitalier, du déclassement de certains médicaments... Dans ces conditions, les salariés sont poussés vers le secteur privé pour pouvoir s'assurer des soins de qualité. Si le mouvement social ne réagit pas ou s'il le fait en ordre dispersé comme il le fait actuellement dans de nombreux hôpitaux, la logique étatique ira jusqu'à son terme. La CMU assurera les soins de base aux plus démunis. La masse des travailleurs aura droit à une sécurité sociale privatisée, c'est à dire que la qualité de ses prestations sera proportionnelle à ses revenus.

Hervé. - groupe La sociale (Montpellier)

L'État fait des économies...

Il est bon de revenir un peu sur cette fameuse couverture. Si elle est sensée assurer une protection aux 150000 personnes qui en étaient dépourvues, elle n'apportera rien de plus aux 2,5 millions de R.M.Istes et autres ayant droits à l'ancienne aide médicale. Pour les autres, vu que la complémentaire gratuite est soumise à des conditions de ressources suffisamment basses, ça ne changera rien non plus. Pour la plupart, ils n'auront toujours pas d'assurances complémentaires. De plus si l'on sait que le budget de la CMU est comparable à celui de l'aide médicale (9 milliards), on est en droit de s'interroger sur les prestations qui seront réellement données vu que la CMU couvre deux fois plus de personnes. En effet, la CMU sera financée par les mutuelles, par les assurances privées et par l'État à hauteur de 1,7 milliards chacun. Le reste sera payé par la sécu à laquelle on demande pourtant à long terme d'année de se serrer la ceinture sous prétexte qu'elle est déficitaire. Au final, l'État économise quelques 7 milliards de francs.

...et solde la sécu

La C.M.U. n'est pas arrivée comme ça. Juppé en a élaboré la constitution dans son fameux plan qui avait, souvenons-nous, jeté des millions de grévistes dans les rues en 1995. Ce plan jamais dénié par les sociaux-démocrates vise à jeter en

crises de foi Homophobies religieuses

Lors du Jubilé, l'Église va encore s'autopardonner des crimes qu'elle a commis, cela ne coûte pas cher et évite de surcroît une réelle remise en cause de la religion elle-même. Car, le dogme selon lequel l'Église détient la vérité est plus que jamais présent en elle. Pourtant, il y a un sujet où les pseudo-excuses tardent, c'est celui des bûchers de sodomites au Moyen Âge, c'est aussi de l'homophobie religieuse qui aujourd'hui encore s'exprime avec une haine sans mesure.

On l'a bien vu lors de la manif des anti-Pacs. Les évêques se disent inquiets car le Pacs a été voté à l'Assemblée. Mgr Billé, archevêque de Lyon, met en garde, au nom de l'épiscopat français, le gouvernement sur « les conséquences [que le Pacs engendre] pour la société de demain ». « Voulons-nous préparer les jeunes à construire de véritables familles? » questionne-t-il. Le pape, lui, n'arrête pas sa croisade. Ainsi, il a déclaré que: « toutes les unions libres et particulièrement les unions entre homosexuels sont des distorsions déplorables ». Aux Etats-Unis deux religieux engagés dans une action de rapprochement entre l'Église catholique et les homosexuels viennent d'être interdits par Rome de toute tâche pastorale à l'égard de cette communauté. Motif: leur refus d'accepter la doctrine officielle de l'Église catholique qui qualifie de « intrasécablement désordonnés » les actes homosexuels. Allez les catho, encore un petit effort et vous en serez à faire comme au Koweït où Alia Chouaib et une autre femme Leïla Al-Othoman (toutes deux romancières), qui ont été jugées le 10 novembre dernier pour avoir fait état de relations lesbiennes. Elles sont coupables « d'ouvrages sexuels, contraires aux préceptes de l'Islam ». Cela me rappelle une histoire, celle du révérend Clements de l'Alliance évangélique, un mouvement protestant. Celui-ci menait une vie exemplaire: marié avec trois enfants. C'est pourquoi sans doute, il prêchait devant ses fidèles la chasteté, la pureté et la fidélité... et la peine de mort pour les homosexuels au nom de Saint Paul. Mais voilà, notre moraliste s'est fait la malle sans laisser d'adresse à sa femme. Pis, il l'a quittée pour... un homme. Mais que fait Dieu, nom de dieu!

Régis Boussières. - groupe Kronstadt (Lyon)

Russie: après la gueule de bois, le rase-Poutine

L'ANNONCE LE 31 DÉCEMBRE 1999, sur la première chaîne de télévision russe ORT de la résignation de Boris Nicolaïevitch Eltsine aurait pu être fêtée à grands renforts de vodka et de champagne, tant le personnage était haï. Même si les toasts des dernières minutes de l'année ont dû célébrer ce départ tant attendu, ils avaient un goût amer.

La dernière pirouette de Eltsine théâtralement mis en scène, n'arrive pas comme par hasard le 31 décembre. Outre le côté symbolique, cette date présente un avantage décisif qui est d'éviter tout les commentaires désoilibrés d'une presse en vacances pendant une dizaine de jours de la fin de l'année civile au Noël orthodoxe. Ce qui laisse un laps de temps important pour installer Poutine comme président par intérim et procéder aux nominations stratégiques dans l'appareil gouvernemental. La trêve des confiseurs est souvent utilisée en Russie pour les mauvais coups.

Il y a cinq ans, le 31 décembre le bombardement de Grosny commençait.

Le fossoyeur de l'URSS...

Eltsine, fils de paysan de l'Oural né en 1931, gravit tous les échelons du PCUS avant de rester pendant plus de dix ans secrétaire du PCUS pour la région de Sverdlovsk. Lors de la péretroïka il prend le parti de Gorbatchev qui le fait venir à Moscou et le fait rentrer au bureau politique en 1988. Reprochant à Gorbatchev sa timidité dans les réformes économiques, il est mis à l'écart mais se fait élire comme député de sa région avant de devenir président du parlement russe en 1990 puis président de la fédération de Russie (avec 57 % des voix) en juin 1991.

Au moment du putsch de l'été 1991, il apparaît comme le champion de la démocratie, juché au sommet d'un char. Le putsch avorté lui permet de se débarrasser de l'Union soviétique et d'un Gorbatchev privé de tout légitimité politique.

Une fois au pouvoir, Eltsine n'aura d'idée que de le conserver (réglu en

1995 avec 53,8 % des voix) et il ne trouvera pas de meilleurs alliés que les gouvernements occidentaux, prêts à tout avaler (et à tout payer) pour maintenir au pouvoir cette caricature d'homme politique. Alcooolique au dernier degré, très souvent malade toujours entre le Kremlin, la polyclinique présidentielle et sa datcha de Gorki-9. La Russie est à l'image de son président, malade, opéré et maintenu en vie par des professeurs Diafoirus de l'économie mondiale. En janvier 1992, il choisit comme premier ministre Gaidar qui mène « sa thérapie de choc », une politique économique ultralibérale qui appauvrit la majorité de la population russe mais permet à un petit nombre d'initiés de s'approprier pour une bouchée de pain (à peine 5 % de la valeur) des pans entiers de l'outil industriel. La responsabilité de cette politique est à partager entre autres entre Gaidar, Tchoubaï et Kirienko. Ces deux derniers sont aujourd'hui les principaux soutiens politiques avec leur parti SPS (l'Union des forces de droite) de Vladimir Poutine. Le FMI et les autres institutions économiques internationales et européennes jouaient banque ouverte finançant des rachats d'entreprises à vil prix, mais aussi la corruption et l'évasion de capitaux.

... a mis la population à genoux

L'autocrate n'a de cesse que d'augmenter son pouvoir même si lui et sa famille ne négligent pas les avantages matériels. Il profite de l'opposition systématique des députés communistes et nationalistes majoritaires à la Douma, pour prendre d'assaut le Parlement puis se faire voter une constitution sur mesure ramenant les prérogatives législatives à néant, à une chambre consultative. Il est incapable de réformer l'économie et d'assurer à son peuple le minimum. Une grande partie de la population russe est en situation de survie et en économie non monétaire, de troc ou d'auto-subsistance. Le Produit national brut par habitant est tombé à 1000 dollars annuels, le PNB de la Russie est du niveau de celui du Portugal, quand à

son Indice de développement humain, il place la Russie au 71^e rang mondial proche du Lesotho et de la Birmanie.

Incapable ni de gérer, ni de réformer, Eltsine fait appel à d'anciens des « organes », on désigne ainsi en Russie les anciens du KGB ou de son héritier le FSB, pour diriger le gouvernement. En septembre 1998, Primakov remplace Kirienko jeune économiste libéral nommé six mois auparavant. Primakov est remercié huit mois plus tard au profit d'un autre ancien des services, Stépachine (aujourd'hui n°2 des libéraux démocrates de Iablouko, un comble...) lui même éjecté trois mois plus tard par le désormais fameux Vladimir Poutine le 9 août 1999. Cet ancien des services secrets, qui a longtemps opéré en Allemagne s'était retrouvé directeur du FSB, tout en étant très proche de libéraux corrompus péterbourgeois comme l'ancien maire de Saint-Petersbourg Sobchak et Anatoly Tchoubaï parrain du parti de droite SPS.

Poutine apparaissait comme la dernière carte d'un Boris Eltsine totalement discrédité lui permettant peut-être d'éviter l'humiliation de poursuites judiciaires à la fin de son mandat. Sa famille mouillée jusqu'à la moelle dans des affaires de pots-de-vin et des oligarques craignant plus que tout une victoire de l'opposition ont promu la solution Poutine qui s'est aussitôt prononcé pour une immunité permanente. Mais à moins de 5 % dans les sondages de l'été celui-ci n'avait aucune chance à moins d'événements exceptionnels.

Les incursions d'islamistes tchéchènes au Daghestan et les attentats terroristes, toujours pas élucidés, ont fourni des prétextes tout trouvés à une nouvelle guerre en Tchétchénie. Cette guerre a permis un essor nationaliste en Russie, reléguant au second plan les difficultés économiques terribles. Cette sale guerre a même permis au clan Eltsinien de remporter une victoire rela-

chronique anarcha-féministe

Liberté pour la femme

Ça y est. Tous les média en parlent. La prochaine manif, c'est pour la condition de la femme.

C'est vrai, quoi! La femme est dénigrée. « Les qualités naturelles de la femme sont la douceur et la générosité. [...] La femme est avant tout une mère » etc. Tout au singulier. Non, nous ne sommes pas qu'une seule, interchangeable, immuable, convenues. Non, nous n'avons pas toutes les mêmes réactions, les mêmes envies. Non, nous ne sommes pas une espèce, ô combien prévisible, ô combien déterminée par nos hormones. Non, nous ne sommes pas « toutes les mêmes ». Combien de cas de schizophrénie assumés (plus ou moins) au quotidien liés à un moule physique et mental en soi et dans les attentes des autres. Combien de femmes et d'hommes aux cerveaux gavés (promotion de Noël) pour ces jeux de rôles sociaux? Notre société entière fonctionne grâce à ces jeux de rôles qui nous enferment, brident nos personnalités. Copinage: voir la chronique de Pimprenelle sur les jeux pour enfants.

Transformé-e-s en masse de consommatrices/consommateurs, nous sommes manipulé-e-s par un réflexe grégaire acquis. En acceptant de fonctionner selon des préjugés, nous nous opprimons et nous participons à l'oppression des autres. Libérons-nous les un-e-s les autres.

Benoîte

rive aux élections législatives. Avec la coalition hétéroclite au niveau idéologique du parti Unité, des libéraux du SPS, des ultranationalistes de Jirinovski et des ralliés qui sont légions dans les régions très sensibles aux pressions financières, Poutine semble assuré d'une Douma favorable. Mais les avantages politiques tirés de l'illusion d'un guerre rapide pouvaient se retourner dans les prochains six mois. Déjà les pertes, très sous-estimées, de l'Armée russe avaient commencé à s'accroître avec le début de l'attaque sur Grosny. Les boïviki qui sont restés dans la ville ont promis de tuer le maximum de soldats russes avant de mourir. Pour le clan au pouvoir il ne fallait prendre aucun risque et pousser Eltsine à la démission. C'est maintenant fait.

Une évolution à la chilienne?

Il est très hasardeux de faire des pronostics en politique, surtout en Russie.

Néanmoins, Poutine est très bien placé, il est en tête des sondages, il se présente comme un homme fort et inflexible. Il dispose de relais médiatiques importants la première (ORT) et la deuxième chaîne (RTR) de télévision, les deux seules chaînes reçues dans tout le pays.

Reste que personne n'est capable de donner ni son programme social, ni son programme économique. Appuyé par des forces tellement contradictoires, un des scénarios possibles serait celui d'une évolution à la chilienne avec un État fort et une politique économique libérale s'appuyant (et appuyée) par des grands groupes industriels ou financiers nationaux. Mais cela ne reste qu'une hypothèse.

En tout cas pendant les trois mois qui nous séparent des élections du 27 mars, il ne faut pas s'attendre à une pause dans la guerre en Tchétchénie. La guerre reste la clé principale de Poutine pour entrer au Kremlin.

Jean Raymond (Réflex-No Pasaran) pour le Monde Libertaire. Moscou.

Voir la Tchétchénie et mourir

L'ORS DE LA PREMIÈRE CAMPAGNE DE TCHÉTCHÉNIE, le nombre de victimes (militaires les civils ne sont pas comptés officiellement) croissant avait très rapidement rendu cette guerre impopulaire. Une des raisons du retrait de l'armée Russe était le nombre de soldats morts qui rentraient dans des cercueils plombés. Cette fois-ci l'armée russe annonce qu'elle protège les vies de ses combattants, elle en a même fait un argument de propagande. C'est pourquoi elle a choisi cette stratégie de bombardement massif, qui rappelle la Deuxième guerre mondiale. Évitant le plus possible le contact direct, très meurtrier pour des conscrits d'une vingtaine d'années face à des combattants aguerris qui défendent leur territoire, l'artillerie russe a pilonné Grosny pendant des semaines.

Les soldats russes sont néanmoins tués par centaines depuis le début des combats, mais État-major et le premier ministre en personne s'efforce de les minimiser au maximum. Ainsi le ministère de la Défense reconnaît que 404 soldats ont été tués du 2 août au 16 décembre 1999 (et 1033 blessés du 2 août au 9 décembre), le ministère de l'Intérieur qui a lui aussi des troupes en Tchétchénie reconnaît 44 tués et 116 blessés entre le 1^{er} octobre et le 22 décembre 1999. Mais pour l'Union des Comités des mères de soldats le nombre de tués est au moins de 1000 et plus de 3000 victimes. Une des techniques macabres pour dissimuler des victimes et d'amener des soldats gravement blessés dans des hôpitaux proche de la

ligne de front et non dans un hôpital militaire, et de ne pas les comptés dans le nombre officiel de victimes.

Moscow Times du 18 décembre retrace l'odyssée de Galina Matafona, venant chercher le corps de son fils Alexei de 19 ans. Il fut tué le 9 octobre dans une mission de reconnaissance. Une semaine plus tard sa mère reçoit un télégramme non pas de l'armée mais d'un ami qui avait entendu que quelque chose était arrivé à son fils. À la fin du mois d'octobre la ligne d'urgence de l'armée confirma sa mort mais sans préciser les circonstances. Sa dernière lettre datait de septembre « Nous allons à Mozdok (une base militaire proche de la Tchétchénie) Ne t'inquiète pas je vais bien mais j'ai maintenant compris qu'il n'y a rien de bien pour moi dans l'armée ». Malgré les assurances officielles qu'aucun jeune conscrit ne se rend en Tchétchénie, son fils après dix-huit mois de service était un des plus vieux et certains des jeunes qui partaient avec lui en Tchétchénie n'avaient pas deux mois de service militaire. Galina Matafona la rage au cœur veut parler contre la guerre « Poutine, ou ceux qui sont derrière lui, ont commencé cette guerre pour des buts politiques. Je n'écarte pas la possibilité que le FSB [le service secret russe] ait posé les bombes à Moscou pour avoir un prétexte pour aller en Tchétchénie. Je vais faire campagne pour la paix. Je serai comme de l'eau qui tombe sur une pierre ».

Jean Raymond (Réflex-No Pasaran) à Moscou pour RL et le Monde Libertaire.



L'ombre du jubilé sur le droit de grève Le Vatican tente une OPA sur le 1^{er} Mai

AVEC PLUS DE QUATRE milliards d'euros, l'État italien a largement financé le Jubilé. Le Vatican vient de franchir une nouvelle étape dans sa volonté de puissance, de réoccuper Rome et d'amorcer son rève séculaire d'en finir avec la lutte des classes, du moins briser celle des travailleurs car la lutte des classes, il l'a pratiquée dans le monde entier aux côtés des puissants pour leur profit et pour les sien.

Depuis quinze jours, dans la péninsule, les protestations se multiplient ainsi que les initiatives de résistance face à ce que le Vatican présente comme l'événement majeur, le clou de « l'année sainte » : « le Jubilé des travailleurs ».

Des syndicats complices

Le 1^{er} Mai 2000, le rassemblement/concert qui l'an passé rassemblait piazza san Giovanni 500 000 personnes, jeunes pour la plupart, est remplacé par une célébration religieuse et une fête présidée par le pape et qui se tiendra à Tor Vergata. Les secrétaires des syndicats confédérés CGIL, CISL et UIL, habituels organisateurs ont accepté d'annuler leur rassemblement du 1^{er} Mai et ont d'ores et déjà annoncé leur participation aux côtés du pape. Les responsables des trois organisations écrivent au sieur Charrier qui préside le Comité préparatoire du Jubilé, en lui donnant du « Monseigneur ». « Nous apprécions et respectons la volonté du pape de vivre avec tous les travailleurs, la journée du 1^{er} Mai 2000 et d'apporter à cet événement ses propres valeurs de solidarité, de démocratie et de justice.

Pour ces raisons, CGIL, CISL et UIL acceptent l'invitation. [...] Notre conviction est que la signification et la valeur unitaire de la fête des travailleurs ne fera qu'accroître l'ampleur de la fête de l'année prochaine par cette rencontre entre la tradition syndicale CGIL, CISL et UIL et l'événement jubilaire. »

Cela provoque quelques grincements à la CGIL dont un responsable (de gauche) déclare : « C'est une expropriation pure et simple d'un symbole qui appartient aux travailleurs. » Outre le fait qu'on regrette à l'occasion que les syndicats n'appartiennent pas vraiment aux travailleurs, on peut se demander comment Adriana Buffardi ci-dessus citée va accorder cette vertueuse indignation avec la participation de ses amis politiques du gouvernement à la plupart des festivités jubilaires.

Vatican, syndicats et États : la trinité libérale

Le cadre de ces attaques nous est donné dans le communiqué commun de l'Association pour le débaptisation et de la Commission anticlérical de la FAI du 11 décembre :

« Déjà, au meeting anticlérical qui s'est déroulé à Bologne du 1^{er} au 4 juillet 1999 s'était élevée la dénonciation de la volonté papale de contrecarrer tout ce qui pourrait gêner les célébrations du Jubilé. Nous avons annoncé que se mettait en place une table de concertation composée du préfet, chef de la police, maire ainsi que des délégués du Vatican, des syndicats d'État. Le rôle de cette commission étant de réguler les manifestations syndicales et

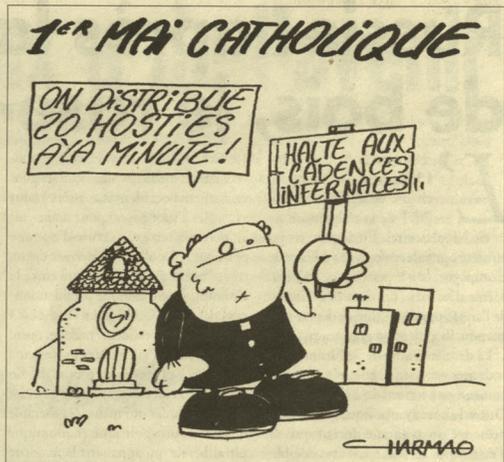
politiques à Rome pour tout l'an 2000 qui, c'est connu, doit être consacré à la dévotion et aux pèlerinages. Déjà, la CGIL avait proposé à cette table, le moratoire de toutes les grèves, l'année du Jubilé étant donné que la lutte des classes s'accorde mal avec un Jubilé interclassiste. Prenant appui sur cette proposition, la curie romaine proposait le moratoire des défilés (définis comme manifestations dynamiques) reléguant toute l'activité politique, syndicale et sociale dans les cinémas ou théâtres (manifestations statiques).

Grève internationale contre le Jubilé

« L'Assemblée du meeting anticlérical avait proposé alors que la manifestation à l'occasion du 400^e anniversaire de l'assassinat de Giordano Bruno, conduit au bûcher au Campo dei Fiori, se tienne à Rome entre le 17 et 19 février, soit une manifestation de masse et que cette journée soit déclarée grève nationale contre le Jubilé et contre le pape. »

Et c'est dans le secteur des transports que le bras de fer se joue, en particulier, depuis des mois entre les travailleurs et le gouvernement sur le problème de la liberté de grève.

Le gouvernement étant pressé de modifier dans un sens plus restrictif la loi existante « car ils veulent arriver au Jubilé avec la pacification imposée dans le monde des transports, un an de trêve et de tranquillité pendant lequel les patrons et dirigeants pourront agir tranquilles et accomplir leur dessein de privatisation et d'écrasement de tout type de conflit. » (1)



Ce qui précède l'illustre mais il est plus que jamais nécessaire de rappeler que le Vatican ne fait pas que gérer la superstition... C'est une puissance économique, financière et politique. Il est présent dans les plus importantes bourses de valeur du monde, son action politique est connue dans le sud de l'Amérique centrale, en Pologne, en ex-Yougoslavie avec Caritas, partout avec l'Opus Dei...

Bref, c'est un grand empire à ramifications internationales, comme le notait un intervenant de Bologne en juillet : « Aucun État n'a une structure aussi capillaire, d'aussi grandes possibilités d'intervention. »

Les anars contre-attaquent

Déjà, en Italie, surgissent des tentatives de criminalisation de toutes les oppositions au Jubilé. Il est urgent de développer partout ce combat sous des formes variées. Le 1^{er} acte pouvant être de poursuivre la campagne de débaptisation initiée par l'Union locale de Lyon le 8 décembre. Que désertent l'armée papale tous ceux qui y sont comptés

contre leur gré. La manifestation du 18 février 2000 pour Giordano Bruno doit être une manifestation internationale comme le souhaitent les compagnons d'Italie.

Luttons pour la liberté des individus contre l'embrigadement papal. Réaffirmons ainsi que la lutte des classes, le droit de grève et de rassemblement ne peuvent être balayés par une homélie même reprise en chœur par ceux, dirigeants syndicaux ou de partis, qui ont troqué la foi en Staline pour la foi dans le libéralisme.

Pour leur part, les anarcho-féministes, en dehors des rassemblements œcuméniques divers qui se profilent, entendent créer des espaces de lutte. Nous qui luttons contre toutes les religions serons résolument dans cette lutte contre le catholicisme, pour le droit fondamental des femmes à disposer librement de leur corps, de leur sexualité, de leur vie contre les tenants d'une société patriarcale, capitaliste et étiatique.

Michelle. - groupe Lucia Saornil (Villeurbanne)

(1) Pippo Gurrieri, *Umanità Nuova*, 10 octobre 1999.

Redéploiement du colonialisme français en Afrique L'exemple de la Côte-d'Ivoire

LA CÔTE D'IVOIRE, GÉRÉE PAR LE PDCI-RDA, LA BRANCHE locale du Rassemblement démocratique africain, puis PDCI (Parti démocratique de Côte-d'Ivoire), représentait un exemple de régime gaulliste avec économie et presse au service du pouvoir. Un idéal des années cinquante qui ne résiste pas au choc de la « démocratisation » africaine et s'enfoncé toujours plus dans le népotisme et la corruption. Ces dernières bataillaient chaque année des records alors que le taux de croissance se tassait et que la paupérisation se répandait. Ce qui fut le modèle économique de la voie africaine (lire française) de développement était en train de plonger dans le marasme. Le gâteau devenait trop petit à partager et les maîtres trop gourmands. La remise au pas du pays ne se ferait pas avec des dirigeants qui déformaient de plus en plus les apparences démocratiques, cela devenait trop criant. Ils préféreraient – et le président Bédié le souhaite encore – assumer une guerre civile qui devenait inévitable que lâcher leurs prébendes. La communauté internationale, comme la France, ne peut intervenir ouvertement mais ne peut non plus envisager cette issue.

Il devient évident que personne ne bougera le doigt pour sauver un pouvoir légal déconsidéré. Seule l'Organisation de l'unité africaine, club de propriétaires d'États, condamne ce qui est une nouvelle remise en cause du (de son) droit de libre gouvernement, son leitmotiv avec l'intangibilité des frontières. Il est à parier que l'évolution de la situation - consensus des politiques ivoiriens pour se redistribuer les cartes sous contrôle supranational - soulage tout le monde. Il suffit de voir l'attitude de la Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) qui a refusé de choisir entre les déléga-

tions ivoiriennes ennemies donc, ce qui en langage diplomatique revient à ne plus reconnaître plus l'ancien régime. Pourtant qu'y fait encore l'armée post-coloniale ?

Seule une partie de la population pouvait encore croire à sa défense par l'armée française. Les cadres du régime, y compris ceux partis dans l'opposition, savaient que la présence militaire française n'était pas altruiste.

Outre qu'elle a permis le développement économique et démographique de l'immigration française, sur parfois plusieurs générations, qu'elle accueillait parfois les jeunes expatriés pour leur service national et leur évitait la rentrée en métropole, la présence d'un bataillon français, formé de professionnels, est d'abord là pour protéger le régime en place, c'est-à-dire le président.

Un tournant de la politique africaine de la France

Les temps changent, le néocolonialisme n'est plus ce qu'il était et même son ministère - celui de la coopération - est en voie de suppression depuis Juppé. Les régimes changent aussi, l'arrogance du régime renversé devenant gênante. La guerre civile pointait dans un pays où les particularismes locaux étaient vivaces et les antagonismes aussi. Un « nettoyage ethnique » a eut lieu récemment, dans le sud-ouest, contre des immigrés « burkinabé » et risquait de s'étendre entre populations étrangères ou ivoiriennes déplacées pour le développement agricole et populations propriétaires du sol. Le coup d'État est finalement un vrai soulagement pour Jospin et même à terme pour Chirac. Il offre un sursis à la décomposition poli-

tique et sociale de la Côte-d'Ivoire dont la classe politique saura bénéficier au mieux. Il est aussi un tournant de la politique africaine de la France.

Les interventions françaises passées - défense d'États africains corrompus - ne sont plus envisageables comme telles ; la tutelle paternaliste n'a plus cours à l'heure de la mondialisation. En effet, le partage de l'Afrique n'est plus admis par les instances internationales (F.M.I., Banque mondiale, Union européenne...) ni bien sûr par les États-Unis qui veulent le champ libre pour leurs entreprises en toute « saine » concurrence. Elf, Total et quelques autres seront les dernières à intervenir dans la politique locale ; mais, comme toutes les multinationales, elles représenteront de moins en moins les États, ou choisiront elles-mêmes les États chargés de les soutenir. Il semble difficile, dans ce contexte de croire en la pérennité de la présence militaire française.

Seule Djibouti, au débouché des routes du pétrole, représente un intérêt stratégique pour l'Occident. Les autres implantations (Sénégal, Gabon, Tchad, RCI ou Centrafrique déjà quittée) ne peuvent même pas être intégrées dans les stratégies actuelles de l'OTAN. La France se résoudra un jour - le plus diplomatiquement par rapport aux États liés à ces accords militaires - à faire l'économie humaine et financière de cette présence pour faire place à une Force d'interposition ouest-africaine renouvelée et élargie. Une police africaine par les africains, sous tutelle occidentale, qui tienne compte des leçons de l'intervention de l'ECOMOG en Sierra Leone et au Liberia. Le nouvel ordre mondial progresse ; qui a dit que le colonialisme était une scorie du passé ?

Claude. - groupe Métropole lilloise

CINÉMA **Ratcatcher.** Lynne Ramsay

RATCATCHER EST LE PREMIER long métrage de Lynne Ramsay. Remarquée pour ses courts métrages, dont *Gasman*, Lynne Ramsay est originaire de Glasgow, la ville où vit James, le garçon au centre de son film. *Ratcatcher* est le titre glorieux donné à tous ceux qui arrivent à attraper des rats. Les rats qu'on attrape ou qu'on utilise pour faire peur sont devenus les habitants quasi légitimes des blocs d'habitation des quartiers pauvres de Glasgow. Un drame ouvre le film. Un enfant s'est noyé dans le canal délimitant l'espace entre la cité délabrée et le reste de la ville, espace réserve aux maigres loisirs des enfants et des adolescents. L'eau stagnante du canal regarde, aveugle et muet les rixes de la bande du quartier. Les ados jouent leurs jeux

cruels, balancent les lunettes d'une fille myope au fond de cette eau glauque. Fille malmenée, désignée: elle couche, donc c'est une pute, etc. James, le garçon de douze ans, personnage central de *Ratcatcher* regarde, se promène, solitaire. Il rêve d'un endroit différent, lumineux, peint en blanc. Car depuis longtemps les sacs poubelles ont envahi le terrain de foot et l'aire de jeux de la cité. Des familles s'y entassent, en attendant d'être relogés, rêve qui s'éloigne au fur et à mesure que le film avance. Film sur le futur, hors champ et hors de portée, *Ratcatcher* est la description précise de l'univers de James (William Eadie). Tantôt menacé, tantôt adopté par la bande de jeunes, il essaie de protéger un enfant naïf et innocent, Kenny, (John Miller) qui

restera hors de leurs plans foireux. Dérouté par ceux qui jouent aux caïds et se servent du corps de Margaret Anne (Leanne Mullen), en porte-à-faux avec les adultes paumés, James va connaître sa première expérience sexuelle. Apaisé, il peut enfin se laisser aller et s'endormir sur le corps de Margaret. Depuis les films de Kanievski, le cinéma n'a pas montré l'acte sexuel entre adolescents avec autant de simplicité. Posture grotesque d'âmes en peine ou jeux ludiques d'enfants ayant grandi trop vite, le temps suspend son vol. Ces corps qui se reposent enfin, créent une respiration, un espace de liberté, dépassant par leurs gestes simples le cadre sordide de leur vie. Filmé de façon particulière, James, présent à chaque plan, reste en marge. Qu'il soit cadré de loin ou de près, la caméra scrute son horizon avec nous. En retrait par rapport à une histoire constituée par les agissements bruyants des autres, il est saisissant dans son isolement, son autonomie douloureuse. Seuls ses



rêves sont en couleurs: une chambre à soi, un lit pour lui tout seul, une petite maison avec cuisine et salle de bain repérée en périphérie de ville... pour toute la famille. Le père est comme maître Puntilla dans la pièce de Brecht, bon et désireux quand il a bu, la mère fuit les services sociaux, l'huissier et les créanciers. Solidaire de la détresse des autres, elle est une sorte de mère Courage, intelligente et aimante, à l'opposé du modèle de Brecht qui

sacrifie ses enfants, mais James reste dans sa distance et n'arrive pas à sortir de sa solitude profonde. Des images s'imposent: un ballon emporte un petit chien; un enfant flotte dans l'eau; des lunettes résistent au repêchage... une fin ouverte pour un film construit en cadrages décentrés et mouvants: raisons suffisantes pour nous interroger sur l'origine du bouleversement profond qu'il produit.

Heike Hurst (Fondu au Noir)



TÉLÉ

Voyage au centre de la Tour

Un documentaire pas ordinaire passera le 18 janvier, à 11h30 sur Canal Plus: « Voyage au centre de la Tour » fête la dame en fer et questionne les ouvriers qui la bichonnent. C'est un film où les agents et ouvriers d'entretien ne revendiquent pas le titre de techniciens de surface, parce qu'ils sont fiers de visser un écrou, d'arranger et contrôler les ascenseurs de la Tour ou de graisser tout bonnement les milliers de rivets qui la tiennent debout, résistant à tous les vents. Tous racontent leur bonheur de travailler pour elle et ne jurent que par elle. « Voyage au centre de la Tour », un documentaire de Jocelyne Lemaire-Darnaud, film d'ouverture au Festival du Réel de 1999.

H.H.

copinage

Pour ceux qui ont n'ont pu assister au concert en hommage aux révolutionnaires espagnols de 36, **Serge Utgé-Royo** sera à l'Européen pour une séance supplémentaire le 17 janvier à 20h30. Entrée: 120 F; chômeurs: 60 F. Réservations: 01 43 87 97 13.

radio libertaire

Paris - 89.4 MHz

samedi 15 janvier à 11 h 30:

Chronique syndicale: « L'Avenir des retraités » avec J-C Le Digou (CGT) et J-M Toulisse (CFDT).

mardi 18 janvier à 22 h 30:

Jazz en liberté: René Urtreger trio HUM en public (1960); Bobby few solo (1992); Steve Beresford/Han Bennink duo (1987); Mal Waldron quartet (1998); Matthew Shipp quartet (1990); Horace Tapscott quintet (1995).

mercredi 19 janvier à 10 h 30:

Blues en liberté: le blues du Texas et ses guitar heroes.

LECTURE

Une littérature libératrice

« **C**haque nuit, à l'heure où le sommeil est parvenu à son plus grand degré d'intensité, une vieille araignée de la grande espèce sort lentement sa tête d'un trou placé sur le sol, à l'une des intersections des angles de la chambre. [...] Quand elle s'est assurée que le silence règne aux alentours, elle retire successivement, des profondeurs de son nid, sans le secours de la méditation, les diverses parties de son corps, et s'avance à pas comptés vers ma couche. [...] Elle m'entreint la gorge avec les pattes, et me suce le sang avec son ventre. [...] Je ne sais pas ce que je lui ai fait, pour quelle se conduise de la sorte à mon égard. Lui ai-je broyé une patte par inattention? Lui ai-je enlevé ses petits? » Cette araignée dont parle Isidore Ducasse, Conte de Lautréamont, dans *Les Chants de Maldoror*, c'est celle que je perçois, que je sens et contre laquelle je lutte. Ne pas tomber dans l'assujettissement, ne pas tomber dans les mailles-tentacules du pouvoir qui voudrait faire ce qu'il veut de nous et nous dire ce que nous ne sommes pas. Je ne suis jamais oubliée car cela est toujours d'actualité est peut-être le mérite du premier livre d'Antoine Piazza, « Roman fleuve ».

Imaginez un peu que quelqu'un, homme de pouvoir, comme président de la République, veuille recenser avec ses collaborateurs tout ce qui participe à la « grandeur » de la littérature française!

« Toute la littérature française est contenue dans les limites de notre entreprise. Notre projet, c'est avant tout un matériau exceptionnel: un travail de création réparti sur dix siècles dont aucun pays du monde occidental ne pourrait se prévaloir, une masse vivante, en mouvement, qui suffirait à elle-même si le président n'y avait ajouté une vie supplémentaire qui s'élabore ici, minutieusement, et dont nous pourrions évaluer les effets dans un futur proche... Car, je ne vous cacherai pas que nous vivrons bientôt des heures exceptionnelles. » C'est en ces termes que s'exprime un des personnages du roman, Béring, principal collaborateur du Président. Un discours aux forts relents d'ordre nouveau bâti sur les autodafés, sur la censure (1). Vigilant, nous devons l'être car le pouvoir n'a jamais de cesse que de nous dire ce qui est bon pour nous, de nous l'enseigner, c'est là la première raison de lire ce roman dont la construction est tout aussi imaginative, avec sa bibliographie, que son contenu fort de sens.

Imaginez maintenant que le président vienne de signer le décret qui vous réincarne dans cet être de fiction issu des grands romans de la littérature française, qu'il a choisi d'autorité, et que vous vous retrouviez à bord du Styx en attente! Démuni, vous le seriez comme je le serais moi-même, mais heureusement ce n'est que l'univers de la fiction. Mais le procédé est-il si loin de celui que nous vivons tous les jours? Ne sommes-nous pas confrontés tous les jours à des décisions totalitaires, prises par des tiers? Ce roman où plane l'ombre de Jules Verne n'apporte pas de solutions, il est comme un

écho de ce siècle qui s'achève, qui a vu la mise en place de systèmes faussement adversaires qui n'avaient pour but, que de broyer l'individu, une deuxième raison pour le lire.

Heureusement, l'individu ne se laisse pas broyer facilement, il en est qui résistent, c'est ce que nous démontront ces deux auteurs venus d'horizons divers.

Dans son dernier roman, « Le mont-des-chèvres », Habib Selmi nous raconte l'histoire à la première personne, d'un jeune instituteur fraîchement nommé dans un village du bout du monde aux confins de la Tunisie. « J'avais passé beaucoup de temps, loin de ma famille, dans un village qu'un tyran dirigeait au nom d'une chose mystérieuse nommée gouvernement et d'un acte héroïque qui eu lieu il y a longtemps. S'agissait-il de la réalité ou n'était-ce qu'un mirage? Et ces agriculteurs, pourquoi ne réagissaient-ils pas? [...] J'étais désespéré. Ismail était mon ennemi et ses gardes parcouraient le village, librement. Je réalisai, pour la première fois, qu'il pouvait aisément me faire assassiner. Qui l'empêcherait? » Le grand tort de ce jeune homme, c'est qu'il lit, et que ces lectures participent à son non-asservissement, le plaçant ainsi dans une situation de rébellion face au pouvoir. Ce récit bref, noir, sorte de chronique, nous rappelle ainsi que la lecture peut-être un acte d'insoumission. Comment s'échapper de cet univers? C'est la question que se pose André Bencherit dans son dernier roman, « Impasse Marteau ». Un mystérieux virus, en forme de S, s'est propagé dans un immeuble vétuste où vivent des fonctionnaires de police, un virus qui provoque une épidémie de suicide. Qui dit suicide, dit inquiétude du pouvoir qui dépêche une antenne de psy pour remettre de l'ordre et contre laquelle va s'opposer le héros de ce roman, Ange. Au-delà de l'histoire, ce qui sert de livre, c'est l'écriture, une écriture revisitée par Jérôme Bosch et William Burroughs qui nous plonge dans l'univers du cauchemar, du rêve, à la recherche d'un ailleurs vivable. « Je ne suis plus qu'une voix. Ma voix traverse les fumées et se fraie un chemin. Je vois les conduits créés par le mouvement. Des grésillements se mêlent aux voix qui creussent dans la fumée. Il y a un mouvement ascendant du souffle. Je lève les yeux, aperçois un angle par où tout se vide, j'ai la certitude qu'il s'agit du dehors. Des grésillements, des crépitements. Un poste émetteur? Je pose le pied sur ce qui crépite et grésille pour m'élever, passer par dessus des autres voix sans les blesser. Elles sont si nombreuses. Bientôt j'atteins l'angle par où tout se vide. J'accroche mes mains aux parois. Je glisse la tête dans l'ouverture. Et (je vois) dehors. »

L'écriture est une autre façon de sortir de notre enfermement, c'est ce que nous montre avec brio André Bencherit.

Boris Beyssi (Le Manège - Radio libertaire)

Roman fleuve, Antoine Piazza, Rouergue.
Le Mont-des-chèvres, Habib Selmi, Actes Sud.
Impasse Marteau, André Bencherit, Actes Sud

VANNES

5 000 manifestants contre Total

LE 25 DÉCEMBRE, LES premières nappes de mazout touchaient les côtes de la Finistère et du Morbihan. Un petit nombre de militants habitués à se côtoyer dans le soutien aux sans-papiers ou encore dans le Réseau « Sortir du nucléaire » se mobilisaient et provoquait une réunion publique. Depuis le Collectif « Marée noire » n'a fait que grossir, réunissant le ban et l'arrière-ban du milieu associatif, politique, syndical et défenseurs de l'environnement. Une catastrophe d'une telle ampleur ne peut être que fédératrice. Il est difficile de nier que, même si la participation des partis politiques à ce collectif donne un arrière-goût amer d'opportunisme, l'étonnément du désastre secouru tous les habitants du littoral, même les politiciens. Tous les participants reconnaissent que c'est le système même qui produit ce genre de drame: la course au profit entraînant la diminution forcée des coûts dont celui des transports. Il n'empêche, la présence du PS dans la manif est pour nous d'une insupportable hypocrisie, celle des Verts nous faisant plutôt ricaner. La pétition qui circule est le résultat

de ce consensus ramolli, puisqu'elle ne dénonce pas clairement le rôle de l'État dans la mise en place de réglementations complaisantes. L'État est et reste toujours le principal soutien des compagnies pétrolières et des entreprises. Il ne faut pas oublier que l'État (géré par le PS) est actionnaire de Total.

Vannes, son centre médiéval, ses manifestants penauds, ses flics patelins

Dès 14 heures les manifestants se sont rassemblés en ordre dispersé, chacun restant collé à son organisation. Les anars avaient consciencieusement collé et tagué la veille sur le parcours. C'était le plus sympa qu'on ait pu voir pendant la promenade. Les militants de l'Union régionale de la F.A. étaient là, un peu perdus au milieu des quelque 5000 manifestants, eux-mêmes moyennement revendicatifs.

Flics vaguement approbateurs, manifestants empreints de leurs tristesses... bref, l'heure était plutôt à l'amertume. La délégation s'étant rendu à la préfecture a dû se contenter de l'oreille plie

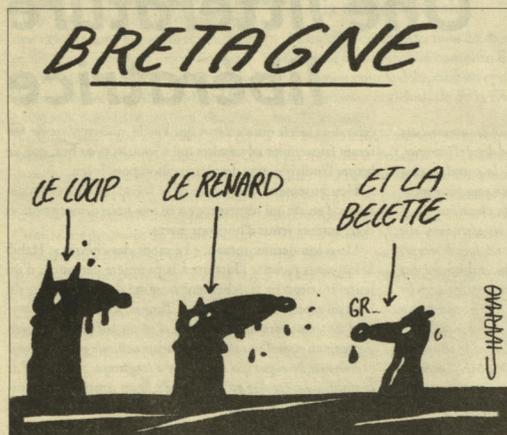
du directeur de cabinet et bien sûr aucune garantie sur quelque dédommagement que ce soit. Fallait-il s'attendre à autre chose? L'image d'un compagnon sur une colonne de la grille de la préfecture, brandissant le drapeau noir, à l'espace d'un instant, donné du souffle au spectacle. Pas de quoi pavoiser pourtant, la récolte n'est pas à la hauteur du désastre écologique.

Plus jamais ça, mais comment?

Si tout le monde s'accorde assez facilement pour mettre Total en demeure de payer la note, encore faut-il savoir comment. L'hypocrisie de Total s'engageant à verser 50 millions pour réhabiliter le littoral pourrait faire rire si on ne savait par ailleurs que cela ne représente que 2 journées de bénéfice du groupe pétrolier, comme d'ailleurs le financement misérable d'une fondation (10 millions par an sur 5 ans). C'est pour cette raison qu'il nous semble important de boycotter Total. La perte des milliers de francs de chiffre d'affaires étant probablement la seule arme individuelle qui puisse faire flipper des entreprises dont le seul but est d'accumuler l'argent. S'il est facile d'interpeller des parlementaires fussent-ils européens, il est par contre complètement utopique de s'imaginer que ce genre de supplice puisse aboutir. Le Parlement européen, asservi à la loi du lobbying, a d'autant moins les moyens d'agir qu'il n'a pas de compte à rendre. Il est évident pour nous libertaires, que seule l'action directe est susceptible de faire avancer les choses. Elle a aussi le mérite de faire prendre conscience aux gens qu'ils peuvent avoir un poids sur le cours des choses.

À Vannes, on a pourtant assez peu senti les prémices de cette prise de conscience, comme il y a peu à Seattle contre l'OMC. Le peuple pourrait-il avoir un jour la peau du capitalisme? À Vannes, ce n'est pas vraiment gagné.

Bruno. - groupe René Lochu



DIJON

Les chômeurs se servent dans une grande surface

LE 30 DÉCEMBRE 1999, UNE quinzaine de membres du collectif AC! et solidaires décident de réquisitionner des denrées de circonstance dans une grande surface Casino située en centre-ville. Les produits de cette réquisition doivent être partagés entre les chômeurs et les précaires qui ont participé à l'action et les

SDF qui se trouvent à proximité de la gare. Cette action a aussi comme objectif de dire « assez de charité chrétienne » et de se prononcer pour un réel partage des richesses. En arrivant sur le lieu, la police est déjà présente et la direction en effervescence a préparé deux cadidies à moitié pleines de produits de premier prix. Après un moment

d'hésitation et une rapide discussion entre nous, nous décidons de continuer et de remplir trois chariots de bons et chers produits festifs.

Au moment d'arriver aux caisses, nous distribuons un tract explicatif et déployons la banderole « agir ensemble contre le chômage ». Les médias (journal local FR3 et Radio-France Bourgogne) prévenus auparavant sont présents.

Par l'hostilité d'une grande partie des clients et des salariés du Casino, par la présence devant les caisses de vigiles et de la police en civil (leurs collègues en tenue sont restés dans les fourgons) une négociation difficile s'engage avec la direction. Néanmoins, nous obtenons deux chariots pleins d'un mélange de nos produits et de ceux de la direction. C'est sous quelques applaudissements que nous franchissons les caisses. Comme prévu, à la gare, le 4 janvier 2000, une redistribution est effectuée aux SDF. **groupe libertaire dijonnais**

Décès d'Arthur Lehning

C'est avec émotion que nous apprenons la mort de notre camarade Arthur Lehning survenu ce 1^{er} janvier dans un petit village de l'Indre où il avait été ses 100 ans à l'automne dernier.

Son action militante s'est confondue avec tous les grands moments révolutionnaires du XX^e siècle et ses analyses critiques et théoriques ne cessent de nous étonner par leur pertinence, leur richesse et leur actualité.

Nous ne manquons pas dans un prochain numéro de rappeler ce qu'à été sa contribution aux luttes libertaires et à l'émancipation sociale.

Que ses proches soient assurés de notre entière sollicitude dans ces moments douloureux.

Le comité de rédaction

Une bavure réparée en Justice

On se souvient que le 28 août 1996, à l'issue d'une manifestation en faveur des sans-papiers, un policier en civil de la Brigade anticriminalité du XIX^e arrondissement de Paris avait grièvement blessé Claude Guillon au foie. Celui-ci avait d'abord été, comme c'est l'usage en pareille circonstance, poursuivi et condamné pour rébellion à agent, puis relaxé en appel. Son agresseur était lui condamné en avril dernier à 4 mois de prison avec sursis, et renonçait à faire appel. Cependant, il s'était pourvu en cassation contre la relaxe en appel de Guillon. La Cour de cassation avait cassé partiellement le jugement, ce qui aboutissait au paradoxe suivant: Guillon repassait en jugement, au civil pour un délit dont il demeurait innocent au pénal! La cour d'appel de Versailles a mis un point final à ces trois années de feuilleton judiciaire en donnant définitivement raison à la victime contre son agresseur policier, par un jugement en date du 9 novembre 1999. La préfecture de police a même eu la délicatesse de verser quelques jours avant Noël les dommages et intérêts prévu par le jugement rendu huit mois plus tôt contre son employé. Comme quoi une bavure peut mener à tout (même aux étreintes) à condition d'en sortir (vivant)!

CG

RÉGULARISATION DE TOUS LES SANS-PAPIERS Liberté de circulation et d'installation



FÉDÉRATION ANARCHISTE
145, rue Amélot - 75011 PARIS

Affiche éditée par la Fédération anarchiste
en noir sur rouge. Format 40x60.

En vente à la librairie du Monde libertaire, 145, rue
Amélot, 75011 Paris. 70 F les 50 ; 10 F l'unité.

A G E N D A

vendredi 14 janvier

CUERS (83): Conférence de la CNT-AIT sur le thème « L'organisation du travail et ses deux corollaires: la flexibilité et la précarité » à 18 heures, à l'Oustau per touti, avenue Léon-Amie.

MONTPELLIER: Le groupe Un autre futur de la Fédération anarchiste vous invite à son apéro de rentrée à partir de 20 h 30 à l'Antre Anar (5, rue Jeanne d'Arc).

samedi 15 janvier

PARIS: Les femmes prennent la Bastille! **Manifestation pour les droits des femmes** à l'occasion des 25 ans de la loi Veil place de la Bastille à 14h30.

LYON: Départ collectif en car à 6h45 pour la manif de Paris. Inscription par téléphone au 04 78 89 89 80 les 3,4,6 et 7 janvier de 10h à 12h et les 10,11,12 et 13 janvier de 13h à 18h.

dimanche 16 janvier

IVRY (94): Les amis de Louise Michel et le groupe libertaire de Ivry vous invitent à une après-midi d'échange et de discussion au foyer Quincy, 38, rue Saint-Just (M^o Mairie d'Ivry). 12 h 30: repas (PAF: 30 F); 15 h: projection du film « **Vivre l'utopie** » suivie d'une discussion libre.

mercredi 19 janvier

PARIS: Procès de notre camarade Marie-Athée à **13 h 30** à la 10^e chambre du Tribunal correctionnel de Paris.

vendredi 21 janvier

LYON: Vidéo-débat: « **Sauvons Mumia Abu Jamal!** » animé par un militant du comité de soutien à Mumia Abu Jamal et introduit par un film sur le couloir de la mort aux Etats-Unis au café libertaire, 19, rue P. Blanc (1^{er}) (entrée par l'allée).

samedi 22 janvier

MONTPELLIER: Le groupe Un autre futur de la FA organise un débat contre la vidéosurveillance, avec le collectif « Souriez vous êtes filmés », à 20 h 30 à l'Antre Anar (5, rue Jeanne d'Arc).

samedi 29 janvier

PARIS: **Spectacle-débat** avec Olivier Schneider qui dira des textes d'Octave Mirbeau (la peur de l'âne, le concombre fugitif...) à partir de 15h30 à la bibliothèque La Rue, 10, rue Robert-Planquette, 18^e (métro Abbesses ou Blanche). Répondeur: 01 42 23 32 18. Entrée gratuite.